

18 mars 2014

**Par la grève et dans les manifestations,
Imposons d'autres choix pour le service public, l'emploi, les salaires !**

Loin de rompre avec les objectifs poursuivis au titre de la modernisation de l'action publique et de l'acte III de la décentralisation, le gouvernement entend aujourd'hui imposer une véritable purge budgétaire et organiser, au moyen du pacte de responsabilité, un recul drastique des moyens alloués à l'action publique.

Aux 15 milliards d'euros de réduction de la dépense publique au titre de la loi de finances 2014, le Medef et le gouvernement voudraient ajouter une nouvelle ponction de plus de 50 milliards au titre des années 2015, 2016 et 2017.

Dans sa réponse en date du 14 février, à l'interpellation des organisations syndicales, le Premier ministre persiste et signe dans sa volonté d'imposer de conséquentes économies budgétaires et d'enfermer les négociations annoncées dans le dogme de la réduction de la dépense publique.

Dans un tel contexte, le gouvernement entend bel et bien accentuer les processus de privatisations, d'externalisations et d'abandons de pans entiers des politiques publiques mis en oeuvre par les services publics de l'Etat et des collectivités territoriales.

La nouvelle administration territoriale de l'Etat et la création des métropoles portent atteinte à l'existence même et à la continuité des politiques publiques dans les territoires, au détriment du droit d'accès à des services publics de pleine compétence et de proximité.

Une telle orientation signifie aussi la poursuite des plans pluriannuels de suppressions d'emplois et un refus persistant de revaloriser significativement les rémunérations, les déroulements de carrière, les conditions de vie au et hors du travail des agents.

Pour l'UGFF CGT, il est indispensable d'imposer d'autres choix pour :

- Faire des services publics de véritables outils au service de la satisfaction des besoins, de la redistribution des richesses, d'une nouvelle logique de développement.
- Procéder aux créations d'emplois indispensables à la mise en oeuvre de l'intégralité des missions.
- Augmenter immédiatement la valeur du point de l'indice, rattraper les pertes de pouvoir d'achat, assurer à toutes et à tous de véritables déroulements et débouchés de carrières.
- Améliorer significativement les droits et les garanties des agents : statut général des fonctionnaires, statuts particuliers, action sociale, conditions de travail, protection sociale obligatoire et complémentaire.

A l'opposé des politiques d'austérité à l'oeuvre, la CGT entend aussi imposer une véritable réforme fiscale, la création d'un pôle financier public ou encore une autre politique monétaire et du crédit afin d'assurer des modalités de financement pérennes de l'action publique.

C'est pourquoi avec les organisations syndicales de la fonction publique FO, FSU, Solidaires, **l'UGFF CGT appelle les personnels à se réunir partout en assemblées générales pour décider d'agir ensemble et dans le rassemblement le plus large, par la grève et dans les manifestations qui seront organisées sur l'ensemble du territoire, le 18 mars 2014.**

Montreuil, le 24 février 2014.